

**Tenure foncière et dangers du droit romain « colonialiste » :
50 ans plus tard, quasiment au même point ?**

par
Philippe Lavigne Delville
IRD/UMR GRED

Dans les années 50-60, c'était le problème des technologies qui était mis en avant dans les débats sur le développement agricole en Afrique, pas le foncier. Parmi les « obstacles aux progrès agricoles » (chapitre 9), René Dumont identifie la tenure foncière et « les dangers du droit romain, 'colonialiste' » et y consacre le tiers du chapitre.

Dynamique des droits fonciers locaux suite à la pression démographique, risques de concentration foncière aux mains des improductifs en cas de diffusion de la propriété privée, besoin de « *concilier les droits de la collectivité, qui doit être constamment en mesure de protéger le patrimoine foncier national et d'en assurer la meilleure utilisation possible, et celui de l'agriculteur courageux, qui doit profiter seul de ses travaux d'aménagement, de modernisation* » : les éléments de base du diagnostic restent largement d'actualité.

50 ans après, la plupart des pays d'Afrique francophone ont conservé un cadre légal largement colonial, souvent durci aux Indépendances par rapport aux assouplissements du colonialisme tardif. Les producteurs ruraux, éleveurs comme agriculteurs, demeurent exclus de l'accès au droit. La marchandisation des terres s'est diffusée, de façon inégale, dans un « marché gris » non régulé, et s'accroît avec les crises économiques des années 1990 et 2000.

Les tentatives de réformes visant à reconnaître ou formaliser les droits fonciers locaux se heurtent à la complexité de ces droits et aux enjeux politiques de la formalisation, mais aussi et surtout aux intérêts des élites urbaines, et des services cadastraux, qui instrumentalisent la « gestion de la confusion » (Piermay ; Mathieu). Tout en ayant en principe renoncé aux « paradigmes de substitution » (J.Bruce) visant à remplacer les droits coutumiers par une propriété privée, les politiques internationales hésitent encore entre un projet propriétaire, régulièrement remis à jour malgré les démentis pratiques, et des politiques de sécurisation des droits fonciers locaux, nécessairement plus complexes, peu adaptées aux outils de financement.

Discutant l'actualité des analyses de René Dumont, cette communication insistera sur ce que nous avons appris depuis sur les dynamiques foncières, sur les causes des blocages des réformes des politiques foncières, et avancera des pistes pour une gouvernance foncière apte à répondre aux enjeux.

Mots clés : développement agricole, droit foncier, politique foncière, droit coutumier

Contact : philippe.lavignedelville@ird.fr

La pisciculture en Afrique Noire : une Histoire ou que des histoires?

par
Jérôme Lazard
CIRAD / ASARECA

La pisciculture en Afrique sub-saharienne, contrairement à d'autres régions du monde, est d'implantation récente. Elle date de l'après seconde guerre mondiale et a été implantée à marches forcées par les administrations coloniales dans les différents territoires avec pour premier objectif

d'améliorer la ration alimentaire en protéines animales des « volontaires ». C'est ainsi qu'à l'orée des années 1960 on dénombrait plus de 300 000 étangs dans les colonies d'Afrique noire. Cet élan, largement piloté par les autorités coloniales, se heurtera à des obstacles d'ordre bio-technique (méconnaissance des techniques d'élevage d'espèces dont les paramètres biologiques n'étaient pas maîtrisés) et économique car la force de travail exigée pour la construction des étangs et la conduite des élevages ne pouvait être gratifiée d'une simple amélioration du régime alimentaire. La décennie 1960 fut celle de l'abandon généralisé de cette activité. Avec l'aide massive des divers bailleurs de fonds dans le domaine du développement rural en Afrique noire dans les années 1970 et 1980, la pisciculture, dont les stratégies de développement n'avaient fait l'objet d'aucune réelle réflexion, bénéficia de financements conséquents. La recherche et les actions pilotes de R&D furent particulièrement bien dotées et de nombreux résultats furent obtenus sur les deux principales espèces d'élevage, le tilapia du Nil et le poisson-chat africain ainsi que sur les systèmes d'élevage en étang. Les projets de développement que l'on vit « proliférer » à travers toute l'Afrique subsaharienne n'eurent par contre que des impacts très limités et, surtout, la dynamique insufflée par ces projets s'arrêtait systématiquement en même temps que le projet prenait fin : les opérateurs de projet étaient encore très largement dans une approche de pisciculture de subsistance voire de contemplation et de prestige. Tout le monde pouvait être candidat à l'activité piscicole alors qu'il aurait fallu cibler les efforts sur ceux des agriculteurs à même de les valoriser durablement. Les années 1990 virent de nouvelles approches de R&D éprouvées pour l'agriculture, appliquées et adaptées à la pisciculture. Il s'agit de l'approche de type « systémique » et celle basée sur un « partenariat paysans-chercheurs ». La première a été mise en œuvre principalement en milieu rural dans la zone forestière humide de certains pays d'Afrique de l'ouest et centrale et sa principale innovation consiste en une contractualisation d'engagements réciproques entre le projet et le candidat à la pisciculture. La seconde approche vise à faciliter l'adoption de techniques par la réalisation simultanée d'essais contrôlés en milieu paysan et en stations de recherche en utilisant les outils des démarches participatives. Quelques succès ont été obtenus qui demeurent encore à l'échelle semi-expérimentale.

Le contexte des années 2000 a été marqué par des événements susceptibles, plus que tous les projets conduits jusqu'à présent, d'avoir un impact fort et durable sur le développement de la pisciculture en Afrique subsaharienne : l'ouverture de marchés régionaux considérables avec des prix en augmentation sensible, la première dynamique endogène réussie de développement d'une filière piscicole au Nigeria, et enfin l'implantation d'entreprises aquacoles industrielles. Ce que le service public n'est pas arrivé à générer en 50 ans, le secteur privé est en passe de le réussir aujourd'hui. Pour que ce développement puisse équitablement profiter aux « petits producteurs », le service public devra très rapidement mettre en place des mécanismes assortis de dispositifs organisationnels permettant aux trois étages de la fusée de décoller en même temps : les entreprises aquacoles industrielles, les exploitations piscicoles artisanales commerciales et les petits pisciculteurs pour lesquels la pisciculture constitue une activité de diversification. Ce tissu aquacole est à construire et il doit être le fruit d'une alliance « public-privé ».

Mots clés : pisciculture, développement rural, stratégie, impact, démarche participative, service public, dispositifs organisationnels

Contact : lazard@cirad.fr
